



## INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 17 juillet 2024**  
(Convocation du 09 juillet 2024)

Aujourd'hui, le 17 juillet 2024 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sur le site d'Agrolandes à Haut-Mauco, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	8 8
<b>Présents</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	6 6
<b>Pouvoirs</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	6 6	
Contre		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre</li><li>• Voix</li></ul>	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Gérard Castet, M. Bernard Poublan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Conventions - Direction générale des services techniques - Convention de servitude d'occupation du domaine privé établie avec la société Dragages du Pont de Lescar (DPL) relative à la parcelle AD29 à Baudreix propriété de l'Institution Adour - Projet d'avenant n°1 portant modification de la nature des installations**

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de son projet d'extension du site d'exploitation de Baudreix, l'entreprise Dragages du Pont de Lescar (DPL) a signé avec l'Institution Adour le 8 juillet 2016 une convention de servitude d'occupation du domaine privé concédant à la société DPL l'autorisation d'installer sur la parcelle AD29, propriété de l'EPTB, un tapis convoyeur, et une structure de franchissement aérien du gave soutenue par un haubanage dont les ancrages au sol sont implantés au cœur de la parcelle. Cette convention a été conclue pour une durée de 25 ans à compter des autorisations administratives d'exploiter purgées de tout recours et précise notamment les modalités relatives à la sécurisation du site, son entretien et sa remise en état.

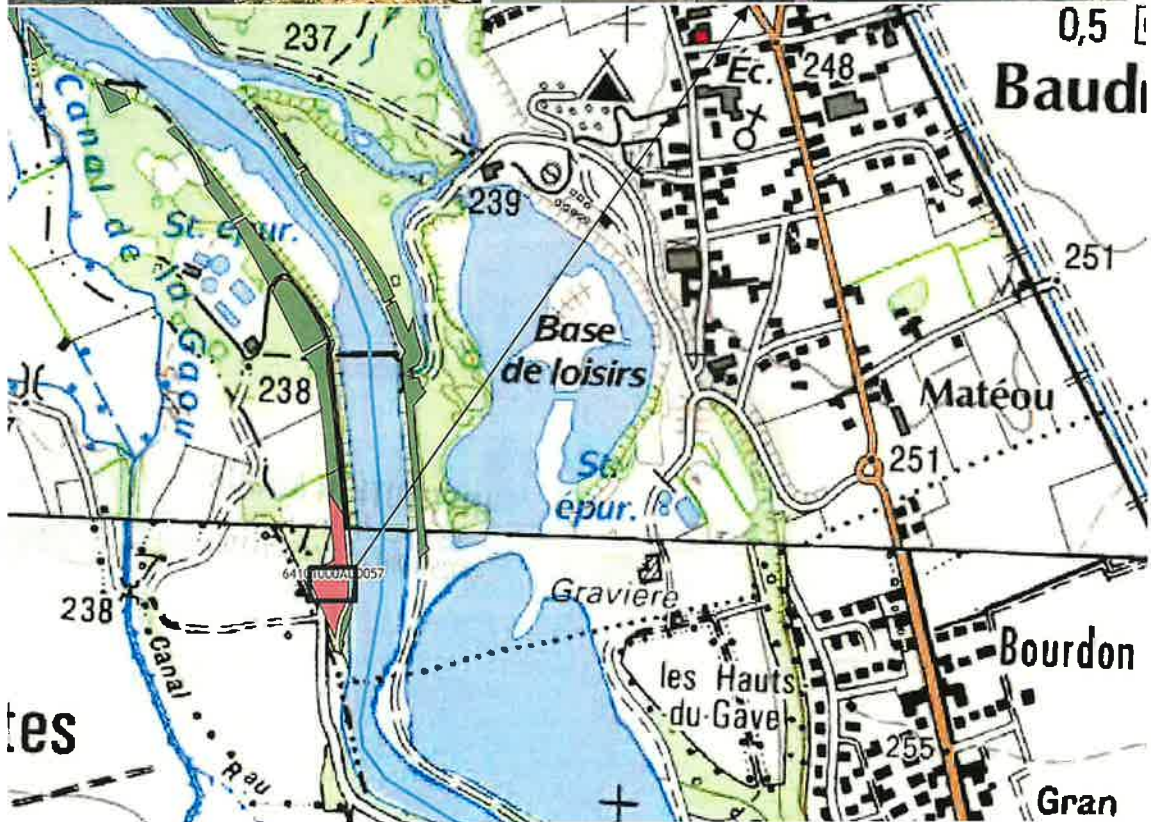
La Société DPL a obtenu le 4 décembre 2019 un arrêté préfectoral d'exploitation pour une durée de 30 ans dans le cadre du renouvellement du site existant de Baudreix et de son extension sur la commune de Bourdettes en rive gauche du gave de Pau.

Par ailleurs, suite à une cession au Département des Pyrénées-Atlantiques d'une partie de la parcelle AD29 concernée par l'emprise de la véloroute voie vert, la parcelle AD29 a été séparé en 4 nouvelles parcelles :

- l'Institution Adour est restée propriétaire des parcelles AD57, AD58 et AD59,
- le Département des Pyrénées-Atlantiques est devenu propriétaire de la parcelle AD56.

Les travaux d'extraction s'achevant en rive droite sur le site existant de Baudreix, l'entreprise DPL prépare d'ores et déjà son passage sur la commune de Bourdettes en rive gauche. À cet effet, des aménagements spécifiques doivent être mis en place afin de permettre le transport des matériaux par bande transporteuse depuis la zone d'extraction sur Bourdettes jusqu'aux installations existantes dont l'aménagement d'une passerelle de franchissement du gave dont une partie des éléments structurants seront implantés au droit de la parcelle AD57 de Baudreix conformément à ce qui a été prévu dans le cadre de la convention et du dossier d'autorisation.

La mise en place des massifs d'ancrage du pont de franchissement du gave, le stockage des éléments et le montage de sa structure vont conduire à la création d'une plateforme spécifique sur la parcelle et à la mise en place d'une base de vie pour le personnel dédié à ces travaux.



Délibération n° 2024\_B\_55  
Page 3 sur 4



## LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

## DECIDE

### Article 1

- de valider les termes du projet d'avenant n°1 à la convention de servitude d'occupation du domaine privé établie avec la société Dragages du pont de Lescar en date du 8 juillet 2016, tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à le signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 juillet 2024 à Haut-Mauco,

Le Président,  
Paul CARRÈRE

INSTITUTION ADOUR  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 23/07/2024

Reçu en préfecture le 23/07/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240717-240717H2097H1-DE



**DANIEL**  
G R O U P E

## AVENANT N° 1

à la convention de servitude d'occupation du domaine privé établie en  
date du 8 juillet 2016



**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération n°2024\_B\_55 en date du 17 juillet 2024,

ci-après dénommée : **l'EPTB** ou le **propriétaire**

**Et :**

La société Dragages du Pont de Lescar (Groupe Daniel), société par actions simplifiée au capital de 2 008 300 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Pau sous le numéro 095 782 223, domiciliée avenue du vert galant - 64238 Lescar cedex, représentée par Joséphine Daniel, gérante de la société S&J FAMILY,

ci-après dénommé : **l'entreprise** ou **l'exploitant**

**Préambule**

Dans le cadre de son projet d'extension du site d'exploitation de Baudreix, l'entreprise Dragages du Pont de Lescar (DPL) a signé avec l'Institution Adour le 8 juillet 2016 une convention de servitude d'occupation du domaine privé concédant à la société DPL l'autorisation d'installer sur la parcelle AD29, propriété de l'EPTB, un tapis convoyeur, et une structure de franchissement aérien du gave soutenue par un haubanage dont les ancrages au sol sont implantés au cœur de la parcelle. Cette convention a été conclue pour une durée de 25 ans à compter des autorisations administratives d'exploiter purgées de tout recours et précise notamment les modalités relatives à la sécurisation du site, son entretien et sa remise en état.

La Société DPL a obtenu le 4 décembre 2019 un arrêté préfectoral d'exploitation pour une durée de 30 ans dans le cadre du renouvellement du site existant de Baudreix et de son extension sur la commune de Bourdettes en rive gauche du gave de Pau.

Par ailleurs, suite à une cession au Département des Pyrénées-Atlantiques d'une partie de la parcelle AD29 concernée par l'emprise de la véloroute voie verte, la parcelle AD29 a été séparé en 4 nouvelles parcelles :

- l'Institution Adour est restée propriétaire des parcelles AD57, AD58 et AD59,
- le Département des Pyrénées-Atlantiques est devenu propriétaire de la parcelle AD56.

Les travaux d'extraction s'achevant en rive droite sur le site existant de Baudreix, l'entreprise DPL prépare d'ores et déjà son passage sur la commune de Bourdettes en rive gauche. À cet effet, des aménagements spécifiques doivent être mis en place afin de permettre le transport des matériaux par bande transporteuse depuis la zone d'extraction sur Bourdettes jusqu'aux installations existantes dont l'aménagement d'une passerelle de franchissement du gave dont une partie des éléments structurants seront implantés au droit de la parcelle AD57 de Baudreix conformément à ce qui a été prévu dans le cadre de la convention et du dossier d'autorisation.

La mise en place des massifs d'ancrage du pont de franchissement du gave, le stockage des éléments et le montage de sa structure vont conduire à la création d'une plateforme spécifique sur la parcelle et à la mise en place d'une base de vie pour le personnel dédié à ces travaux.

Au regard de la position centrale de la parcelle AD57 par rapport aux zones d'exploitation en rive gauche et des aménagements à réaliser sur la parcelle dans le cadre des travaux associés à la mise en place de la passerelle, l'entreprise DPL souhaiterait pérenniser ces aménagements afin d'implanter durant toute la durée d'exploitation sur Bourdettes la base de vie destinée aux personnels et engins dans le cadre des extractions. Initialement, cette base de vie devait être déplacée selon les zones d'extraction, toutefois, il apparaît plus judicieux de maintenir une base de vie unique avec un accès adapté, et conforme aux exigences réglementaires.

\*\*\*





Vu les délibérations en dates des 22 juillet 2015 et 23 juin 2016 de l'Institution Adour approuvant les termes de la convention de servitude d'occupation du domaine privé établie avec la société Dragages du pont de Lescar,  
Vu la convention de servitude d'occupation du domaine privé établie avec la société Dragages du pont de Lescar en date du 8 juillet 2016,  
Vu l'autorisation préfectorale d'exploiter délivrée à la société Dragages du pont de Lescar en date du 4 décembre 2019,  
Vu la délibération n° 2024\_B\_55 en date du 17 juillet 2024 de l'Institution Adour approuvant les termes du présent avenant et autorisant son président à le signer,  
Considérant les modifications cadastrales intervenues depuis la signature de la convention,  
Considérant la demande formulée par l'entreprise DPL,

## IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

### Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention en date du 8 juillet 2016 pour prendre en compte :

- l'actualisation des références cadastrales de la parcelle concernée,
- l'actualisation de descriptif des ouvrages autorisés à l'implantation ainsi que les modalités d'entretien afférentes,
- l'allongement de la durée de l'autorisation de 25 ans à 30 ans, afin de tenir compte de la durée de l'autorisation préfectorale délivrée.

Les articles modifiés de la convention cadre sont les suivants :

- article 2 « Situation et descriptif des ouvrages », remplacé par l'article 2 du présent avenant ;
- article 4 « Modalités d'entretien », remplacé par l'article 3 du présent avenant ;
- article 11, remplacé par l'article 4 du présent avenant.

Les annexes modifiées de la convention cadre sont les suivantes :

- annexe 1 « Extrait du plan cadastral », remplacée par l'annexe 1 du présent avenant ;

Les articles 1, 3, 5 à 10 et 12 à 13 de la convention en date du 8 juillet 2016 sont reconduits dans les mêmes termes.

### Article 2. Situation et descriptif des ouvrages

L'exploitant est autorisé à implanter un tapis convoyeur sur la parcelle AD57 qui comportera les structures suivantes :

- Une première partie posée au sol constituée de tables sur lesquelles le tapis évolue,
- Une deuxième partie où le tapis est guidé par un ouvrage métallique de franchissement aérien du gave de Pau. Cette structure sera soutenue via un haubanage à partir de piliers ancrés au sol sur des massifs bétonnés.
- Une troisième partie posée au sol en direction des installations de traitement de l'exploitant.
- Des servitudes d'entretien et de maintenance telles que piste pour véhicule de service, passerelle et éventuellement clôtures.

L'exploitant est également autorisé à mettre en place :

- Un point de connexion électrique de type C4 pour alimenter les tapis (cf. figure 1 : plan de raccordement possible tracé pointillés bleus)
- Un local TGBT des installations reliées à ce point (cf. figure 2 : photographie non contractuelle du mini container bleu + point de raccordement local EDF beige)
- Une base de vie implantée sur une surface d'environ 300 m<sup>2</sup> (cf. figure 3 : positions possibles représentées par les rectangles rouge et bleu) :





- Aire de stationnement réservée aux engins et un parking VL, conforme à la réglementation en vigueur,
- Bungalows de stockage de matériel,
- Bungalows locaux sociaux.

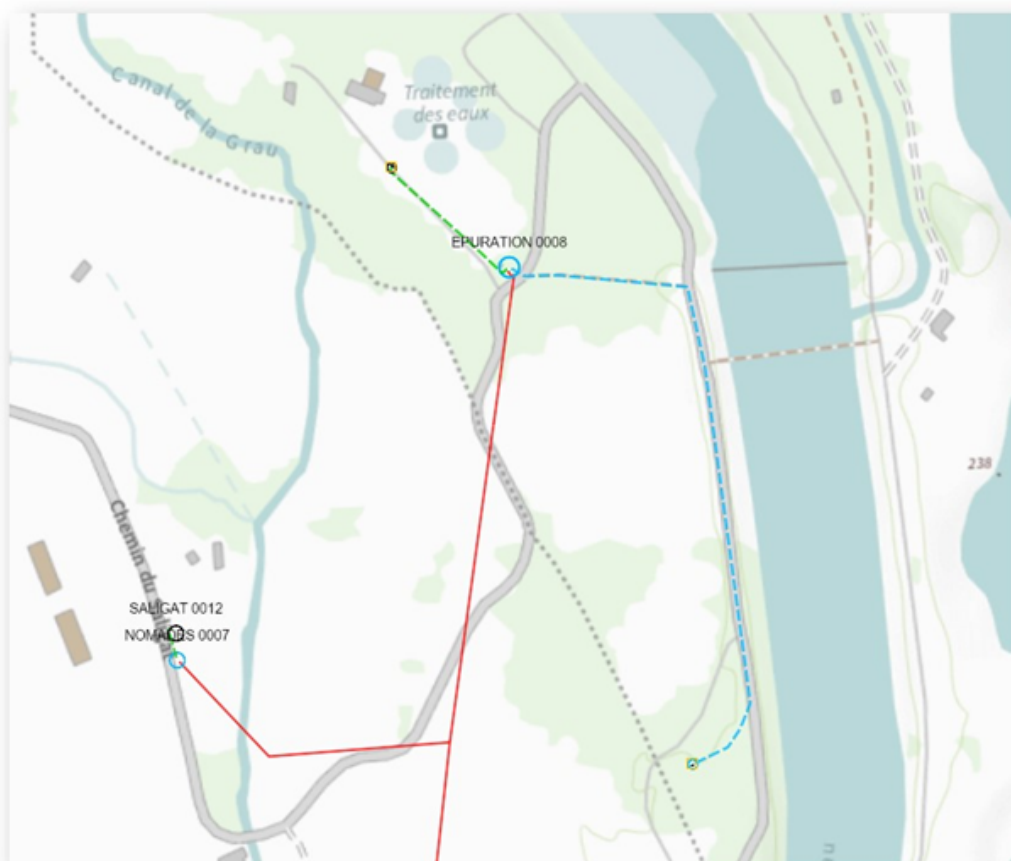


Figure 1 : plan de raccordement possible (pointillés bleus)



Figure 2 : photographie non contractuelle du mini-container et du point de raccordement







Figure 3 : zones de positionnement possibles

### Article 3. Modalités d'entretien

L'occupation consentie est relative à la mise en place du tapis convoyeur, de la base de vie et des installations électriques susvisées, puis à leur entretien et leur exploitation pérenne. À cet effet, l'exploitant aura à sa charge la surveillance et la maintenance de ses propres installations (tapis, ouvrage de franchissement, pistes, ...).

L'accès et le passage sur la parcelle par le personnel de l'EPTB sera systématiquement préservé pour permettre les missions dont l'EPTB a la compétence au regard du cours d'eau et de ses aménagements.

### Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 30 ans à compter de l'obtention des autorisations administratives purgées de tout recours des tiers, nécessaires pour que l'exploitant puisse mettre en œuvre son projet.

Au terme de la présente convention, le site sera remis dans son état initial aux frais de l'exploitant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

**Paul Carrère**  
Président de l'Institution Adour

**Joséphine Daniel**  
Représentante de la S&J FAMILY  
Présidente de la société DRAGAGES DU PONT  
DE L'ESCAR





## Annexe 1 : Extrait du plan cadastral

